Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil

(Du 28 septembre 2020)

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**Projet de loi sur les drones (LDro)**

La commission législative,

composée de M^{mes} et MM. Jean-Jacques Aubert (président), Christophe Schwarb (vice-président), Baptiste Hunkeler, Corine Bolay-Mercier, Thomas Facchinetti, Xavier Challandes, Zoé Bachmann, Fabio Bongiovanni, Jean-Claude Guyot (en remplacement de Béatrice Haeny), Jonathan Gretillat, Michel Zurbuchen, Alexandre Houlmann, Jean-Daniel Jeanneret-Grosjean et Hugues Scheurer,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Commentaire de la commission

Le Conseil d'État indique que l'élaboration de ce projet de loi fait suite entre autres à la demande de la raffinerie de Cressier qui souhaitait faire interdire le survol de la raffinerie. Cette démarche était également soutenue par une commune voisine.

Le Conseil d'État relève néanmoins que le canton a une très faible marge de manœuvre, le droit fédéral réglant pour l'essentiel l'utilisation des drones en matière de sécurité et en matière de protection de la personnalité et de la vie privée. Néanmoins, la présente loi pourrait trouver application notamment en cas de survol lors de rassemblement public ou sur des sites sensibles comme les hôpitaux ou les prisons.

Le représentant du service juridique indique avoir eu récemment un contact avec l'OFAC. Il confirme que le projet de loi est conforme au droit fédéral.

Dans la discussion générale, certaines remarques font état d'une loi relativement vague, en référence notamment à son article 10. Un commissaire se demande si l'on ne pourrait pas laisser une certaine marge de manœuvre aux communes. D'autres commissaires s'interrogent sur la nécessité d'une telle loi.

À ces arguments, le Conseil d'État répond qu'il s'agit volontairement d'une loi restreinte, vu les compétences fédérales. Il cite par exemple l'aéroport de La Chaux-de-Fonds qui est interdit de survol par la législation fédérale. L'idée sous-jacente à cette loi est de permettre justement au canton d'avoir la compétence d'intervenir en situation d'abus.

Il est encore précisé, par le service juridique, que tout ce qui touche à la vie privée ou au droit de propriété est réglé par le droit fédéral et que celui-ci impose aux pilotes de drones de suivre une formation leur permettant d'acquiescer un permis. Les drones peuvent être identifiés et leurs vols enregistrés, ce qui permettra une intervention étatique en cas de violation notamment de la vie privée.

Entrée en matière (art. 171 OGC)

Par 11 voix contre 1 et 2 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Vote final

Par 12 voix contre 1 et 1 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il est présenté par le Conseil d'État.

Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)

À l'unanimité, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat restreint.

Neuchâtel, le 16 décembre 2020

Au nom de la commission législative :

Le président,

J.-J. AUBERT

Le rapporteur,

C. SCHWARB